

Pour une orientation révolutionnaire

Résolution adoptée par 316 mandats (53 %)

Depuis l'année 1960 et la fin de la période de reconstruction, le capitalisme est entré dans une phase de crise touchant l'ensemble de son fonctionnement. Les conflits qui se produisent dans le monde entier entre les intérêts nationaux et la stratégie internationale du grand capital provoquent une inflation déchaînée. Partout se développent contre l'impérialisme des luttes de peuples qui parviennent à mettre en échec comme au Vietnam la puissance américaine. En Europe occidentale, la crise du système capitaliste se traduit par une mise en cause des rapports sociaux dans l'entreprise et hors de l'entreprise ; par exemple par un refus massif de la jeunesse d'accepter la société telle qu'elle est. Le pouvoir n'a d'autre choix que de réprimer toutes ces aspirations nouvelles. Il dispose pour ce faire de l'arsenal répressif mais aussi des appareils d'oppression idéologique (école - presse - hiérarchie sociale - cadre familial traditionnel) contre lesquels apparaissent des formes nouvelles de lutte. Faute de réussir cette opération, le capitalisme essaie parallèlement de se concilier par des avantages salariaux certaines catégories d'ouvriers.

Le caractère révolutionnaire de la période historique ne signifie nullement que le capitalisme ne puisse encore faire face à des épreuves passagères ou encore développer, fut-ce au prix de contradictions croissantes, un certain essor économique ou technique. Son effacement n'est pas automatique.

Cela ne signifie pas, non plus, et bien au contraire, que la capacité de résistance de la bourgeoisie capitaliste ne constitue toujours un obstacle d'autant plus redoutable que ni la

conscience révolutionnaire des masses, ni le niveau des luttes ne sont homogènes. Que la période soit objectivement révolutionnaire ne veut pas dire que la situation actuelle immédiate de la France le soit aujourd'hui ; mais cela veut dire qu'elle peut le devenir.

C'est pourquoi la tâche de l'heure pour des révolutionnaires est non seulement de fournir une réponse claire aux questions que pose le mouvement réel des masses, mais encore de leur fournir les moyens de cette réponse.

Une stratégie révolutionnaire capable de réussir doit s'efforcer d'exprimer la totalité de ce mouvement et non seulement à un moment déterminé de celui-ci qu'on baptise — à la hâte — « significatif » simplement parce qu'il colle avec les schémas intellectuels ou les sentimentalismes de type spontanéiste.

Cela est d'autant plus nécessaire que dans la phase de réorganisation capitaliste accélérée que connaît la France, les situations comme les types de lutte sont aujourd'hui très diversifiés. A côté de conflits de type classique portant sur les salaires et les revendications traditionnelles, on voit se développer des ripostes de type nouveau dans les objectifs comme dans les formes d'action. C'est le cas en particulier des luttes menées contre l'organisation du travail et de la hiérarchie, engagées plus souvent qu'autrefois dans des assemblées de travailleurs qui décident des actions à mener. C'est dans ce cadre qu'on peut parler d'une montée des luttes dans la mesure où de larges fractions de la classe ouvrière prennent en main la conduite de leurs actions et posent le problème des perspectives de leurs luttes

par rapport à un type de société.

Dans cette situation, les responsabilités du Parti Socialiste Unifié sont essentielles. Il lui appartient de travailler à la constitution d'un pôle révolutionnaire, pour les militants chaque jour plus nombreux qui acquièrent dans la lutte la conscience de l'opposition et de l'exploitation capitaliste.

Il contribuera ainsi à ouvrir la perspective du pouvoir des travailleurs, non pas de l'extérieur, mais à travers les luttes de masse elles-mêmes. Ce sera la tâche de la direction du parti de conduire la stratégie que requiert cette perspective, sur la base des grandes orientations définies par le congrès à partir de l'examen des textes des A.R.O.P.

Sur l'insertion dans les luttes socialistes et la question syndicale

a) Notre parti doit développer son intervention dans les luttes qui se déroulent sur le terrain de la production. Ceci suppose notamment la multiplication des groupes d'entreprise et leur capacité :

— d'imposer la pratique permanente des assemblées ouvrières et l'abolition de la distinction entre syndiqués et non syndiqués dans la prise de décision. Cela passe donc par le refus d'une soumission inconditionnelle aux accords d'états-majors et par l'exposé franc des divergences syndicales devant les travailleurs chaque fois que cela concourt au renforcement de la lutte engagée.

C'est à ce niveau que doit se faire l'élaboration des objectifs et des formes d'action. C'est là principalement que nos militants formuleront leurs propositions d'objectifs dont le contenu fasse apparaître la nature de classe du pouvoir patronal :

- sur l'organisation du travail (contrôle sur les cadences, horaires de travail...);
- par la remise en cause du système des salaires (cotation par poste, hiérarchie..);
- l'embauche, les licenciements ;
- l'ouverture des livres de comptes...

et permette le développement des formes de contrôle ouvrier.

— Ces tâches devront être complétées par un travail d'explication politique :

- au niveau de l'entreprise en montrant le lien entre l'exploitation quotidienne de la classe ouvrière et le système politique, et en popularisant les principaux points de notre projet socialiste ;
- au-delà de l'entreprise :
 - à l'échelle du trust pour l'élargissement de l'action et de la coordination des luttes ;
 - aux autres couches de la population pour l'explication de la lutte — mise en place d'un support à cette explication par l'organisation d'un réseau de soutien aux travailleurs de l'entreprise en lutte.

b) En ce qui concerne le travail dans les organisations syndicales il s'impose essentiellement parce que les syndicats représentent la première forme d'organisation des travailleurs.

Ce qui est en cause à l'étape actuelle, ce n'est pas une prétendue intégration des syndicats à l'appareil bourgeois, c'est le fait que les stratégies réformistes qu'ils mettent en avant ne sont pas en mesure de donner au prolétariat les moyens de renverser ce système et risquent effectivement de les conduire à terme à l'intégration pure et simple.

En l'absence d'un pôle révolutionnaire crédible, il est clair que les militants révolutionnaires qui sont à l'intérieur des syndicats ne sont pas en mesure de proposer une alternative stratégique : de ce point de vue, la perspective de noyaux d'avant-garde ayant vocation à assurer la direction des syndicats est parfaitement illusoire. Le rôle des révolutionnaires est non seulement de mener la lutte idéologique à l'extérieur et à l'intérieur des syndicats contre cette tendance à l'intégration, mais aussi d'impulser une pratique syndicale qui entre en contradiction avec les stratégies réformistes et permettent à la masse des travailleurs de prendre conscience concrètement des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

Certaines des luttes les plus avancées peuvent dès maintenant susciter des formes neuves d'organisation des travailleurs. L'expression de « comité de lutte » recouvre

une réalité différente selon les phases de telle ou telle lutte.

Mais il ne faut pas en faire l'étape actuelle des formes d'organisation alternatives au syndicat, et nous dispensant d'y intervenir. Ces regroupements d'ouvriers combattifs avec des militants politiques peuvent être, dans certaines circonstances, la forme d'organisation révolutionnaire puissante, capable de répondre à leurs besoins politiques, et de leur offrir un cadre d'organisation et de réflexion pour leur intervention dans les luttes.

Rapports syndicats-parti

Pour nous, le syndicat et le parti ont des tâches différentes, tant dans le processus des conquêtes du pouvoir que de son exercice dans le cadre d'une société socialiste.

A l'heure actuelle les syndicats sont des organisations de la classe, qui défendent essentiellement les revendications économiques de la classe ouvrière. Les courants réformistes y sont majoritaires.

Il appartient aux militants du parti de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante pour orienter les militants syndicalistes vers des perspectives révolutionnaires. Ils doivent le faire sans pour autant organiser des fractions à l'intérieur des syndicats, et sans remettre en cause leur rôle de défense des acquis de la classe.

L'élément important de la lutte contre les courants réformistes qui contrôlent les syndicats, c'est bien entendu l'axe du contrôle ouvrier, notamment au niveau des revendications qualitatives mettant en cause le pouvoir patronal, à l'intérieur des entreprises, et en ce qui concerne la conduite des luttes, qui doit être soumise au contrôle démocratique de l'assemblée des travailleurs.

Sur la prise du pouvoir

La phase de prise du pouvoir, c'est-à-dire celle qui a pour objet la chute du pouvoir bourgeois et de mettre sur pied sous la pression populaire un pouvoir nouveau de transition, est une phase de luttes sociales

généralisées, pendant laquelle les travailleurs en lutte portent directement atteinte à la légalité bourgeoise, imposent de plus en plus largement leur contrôle, puis leur direction sur les lieux de travail, dans les quartiers, sur les diverses institutions de l'Etat. Elle se combine avec une aggravation très profonde de la crise idéologique de la société. Le mouvement révolutionnaire ne peut alors exclure l'utilisation de la violence contre les forces de répression ou contre les bandes armées de la contre-révolution. En situation révolutionnaire, l'initiative et le niveau de conscience des travailleurs sont tels que l'acceptation ou non de la violence ne se pose même plus. Le mouvement révolutionnaire doit toutefois chercher à éviter de poser le problème en termes de choc frontal entre les mouvements de masse populaire et les forces de répression. Car cette hypothèse, en fonction de la disproportion croissante des forces militaires et techniques, ne peut que lui être défavorable. Il doit au contraire chercher à accroître les contradictions de l'armée et de la police, pour que la plus grande partie de celles-ci soit paralysée et demeure dans l'attentisme.

Sur le P.C.F.

L'analyse du P.C.F. doit tenir compte à la fois de sa nature de classe et de sa stratégie.

Deux éléments caractérisent essentiellement le P.C.F. :

— une base sociale qui demeure majoritairement ouvrière et qui, à ce titre, ne peut être mésestimée dans la lutte anti-capitaliste ;

— une insertion passée et présente au sein du bloc soviétique qui explique la stratégie historique frontiste du P.C.F. et son évolution actuelle franchement réformiste.

Ceci explique que le P.C.F. contrairement à la social-démocratie, développe des luttes anti-monopolistes pouvant éventuellement remettre en cause la propriété privée des moyens de production, mais débouchant sur une vision centralisée et bureaucratique de la société socialiste, qui ne remettrait pas en cause les rapports sociaux de production capitalistes (division sociale du travail,

rapports hiérarchiques...).

Pour ces raisons, il est contraire au développement d'un pôle révolutionnaire autonome de rechercher un accord stratégique ou programmatique avec le P.C.F. ; il en résulte qu'il ne peut y avoir de programme de gouvernement commun entre le P.C.F. et nous, en vue par exemple d'un accord de premier tour à des élections.

Toutefois, l'émergence d'une situation révolutionnaire ne paraît pas suffisamment proche et certaine pour espérer que les masses se rallieront à notre stratégie à partir de ses seules vertus politiques.

La politique d'unité des travailleurs est alors la seule réponse ; elle consiste à partir de la ligne révolutionnaire pour rechercher des accords tactiques et conserve toute sa validité, soit que des accords tactiques soient passés ou qu'au contraire, en les refusant comme il l'a fait sur divers fronts de lutte (transports, emploi, municipales, répression...), le P.C.F. fasse la double preuve de son orientation réformiste et de sa volonté de diviser les masses.

A travers cette politique c'est aux travailleurs influencés par le P.C.F. que nul ne peut rejeter globalement comme réformistes, qu'il faut s'adresser pour faire éclater les contradictions de la stratégie du P.C. plutôt que de tenter de dresser la base contre sa direction, ce qui donne toujours le résultat inverse.

C'est à travers cette politique que pourra s'affirmer avec des chances de réussite notre objectif d'un pôle révolutionnaire autonome.

Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

Le rôle du programme

Pour un parti social-démocrate, le programme est le catalogue des réformes qu'il s'engage à réaliser une fois au pouvoir. L'histoire montre qu'il lui arrive souvent d'oublier ses promesses, au nom des contraintes nouvelles que lui donne le pouvoir. Pour un parti révolutionnaire le programme manifeste sa capacité à comprendre le mouvement réel des

masses et à l'orienter vers une perspective réaliste de transformations sociales.

Le terme de programme recouvre donc à nos yeux une double réalité :

— l'une est relative aux luttes actuelles : un programme d'action est nécessaire si l'on veut fixer des objectifs à ces luttes, permettre leur unification, leur convergence dans un projet politique soutenu par une stratégie cohérente. Sinon l'action des masses accouchera d'une révolte et non d'une révolution. L'élaboration de ce programme a été commencée au Conseil national de janvier 71, mais elle doit être poursuivie ;

— l'autre concerne les principaux axes de la société socialiste à construire. Il importe de les fixer dès aujourd'hui pour assurer la cohérence entre les luttes actuelles et les perspectives de la société future, et pour éviter les déviations de type stalinien, en inaugurant une pratique qui donne dès maintenant l'initiative aux travailleurs.

Ces deux aspects du programme sont étroitement liés. Cette liaison permet une meilleure mobilisation en même temps qu'une large prise de conscience politique : les masses sont ainsi associées à la prise en charge de leur propre destin, dans une pratique de démocratie réelle. La rédaction du programme capable d'animer les luttes de masse est une des responsabilités essentielles d'un parti révolutionnaire.

Lignes directrices

Un programme révolutionnaire doit d'abord affronter les contradictions historiques du socialisme et s'efforcer de les résoudre. Il doit prouver que le socialisme est compatible avec la liberté réelle des hommes, par l'organisation sociale qui l'inspire : seule une société auto-gérée, fondée sur la responsabilité effective des groupes humains concernés, est capable de résister à un retour offensif du capitalisme et aux différentes formes de dégénérescence qu'a pu engendrer le centralisme étatique (politique de répression, règne de la bureaucratie, formation d'une nouvelle bourgeoisie, etc.) Dans le cadre d'une société industrielle développée, l'auto-gestion des activités

principales est le moyen de redonner aux hommes leur dignité et leur capacité d'initiative.

En second lieu il convient de définir de nouvelles modalités d'organisation du travail, pour que la transition vers le socialisme ne débouche pas, comme on risque de le voir en U.R.S.S., sur la recréation des valeurs marchandes et le retour à un mode de production de type capitaliste. Définition du salaire, permutation aux postes de travail, acquisition de nouvelles qualifications, spécialisation des fonctions sans que les travailleurs soient astreints toute leur vie à la même spécialité, juste répartition entre périodes d'activité et d'inactivité, refus d'une division absolue entre travail manuel et travail intellectuel... Ces points sont aujourd'hui l'objet de luttes très dures de la part des travailleurs ; ils doivent être résolus le plus vite possible dans la société de transition vers le socialisme.

Plus largement, il convient de réaliser un changement total des rapports sociaux non seulement dans la production mais aussi en dehors : mise en cause des hiérarchies et des privilèges, développement des capacités créatrices, éducation libérée des contraintes sociales et familiales, maîtrise de la vie quotidienne, autonomie de la femme, contrôle des forces répressives et de la justice (notamment par une rotation systématique des hommes), etc.

Ces conquêtes ne sont possibles et durables que par l'exercice effectif du pouvoir par les travailleurs. Le stalinisme a transformé la dictature du prolétariat en une dictature sur le prolétariat. Il nous faut prouver que le pouvoir prolétarien passe par l'établissement d'une démocratie réelle dont l'exercice s'impose à tous. Elle ne peut être réalisée qu'une fois disparues les bases de la domination économique qui utilise le pouvoir d'Etat à son profit. C'est pourquoi la planification sera un acte politique essentiel : elle sera l'effort commun pour assurer la cohérence des objectifs définis à la base. Elle implique donc à la fois de nouveaux types de pouvoirs plus proches des travailleurs, sur le plan local ou régional, ou dans leurs domaines d'activités et le maintien d'une

structure politique d'ensemble, fondée sur le suffrage universel. Celui-ci, à condition qu'il s'exerce sur les lieux mêmes de la production, constitue le seul principe de légitimité dans la société socialiste. Pour combattre le risque d'un parti unique « qui accaparerait vite cette légitimité à son profit », il est nécessaire de garantir l'exercice intégral de toutes les libertés publiques (réunions, information, organisation, expression...) : le débat doit rester constant sur la valeur des différentes stratégies possibles vers la société socialiste. Les tendances contre-révolutionnaires, doivent être combattues au nom de la démocratie : leur liberté d'expression doit être équilibrée par le refus des travailleurs de connaître à nouveau l'exploitation et l'oppression.

Les modalités d'expression

La préparation d'un tel programme dont on n'a voulu esquisser que quelques lignes directrices, doit être une activité permanente du parti, afin qu'il s'enrichisse de nouvelles expériences, de nouvelles réflexions du courant révolutionnaire. Le mode de préparation doit de plus, être conformé aux lignes directrices de la société qu'il vise à décrire : ce sont les militants des divers fronts de lutte qui doivent faire les choix sur le type de sociétés à venir à partir de leur expérience comme des contradictions qu'ils rencontrent. Ainsi le 7^e congrès doit-il mandater la direction du parti qu'il aura choisie, pour prendre l'initiative d'organiser la rédaction de ce programme dans une confrontation avec les militants politiques et syndicaux qui s'inscrivent dans le courant révolutionnaire, qu'ils soient membres du P.S.U. ou non. Les résultats de ces échanges donneront lieu à des synthèses qui seront diffusées auprès des sections appelées à trancher le cas échéant sur des propositions alternatives. Des conseils nationaux sur des points précis (ex. : problème de l'Etat) permettront d'approfondir le débat. Ainsi, le 8^e congrès pourra-t-il délibérer sur une version, certes provisoire, mais la plus complète possible du programme d'objectifs dont a besoin le mouvement révolutionnaire pour se réaliser effectivement.

Sur les structures du Parti

Le développement du mouvement révolutionnaire à travers la politisation des luttes sociales implique de profondes transformations dans la nature et la structure du parti.

Comme le proposaient les AOP il doit être fondé sur le centralisme démocratique. Comme l'a voulu le congrès les structures de base doivent assurer à la fois l'insertion des militants dans les luttes réelles à la base, et la délibération politique nécessaire à l'orientation de ces luttes : c'est le rôle des groupes et des sections, en particulier des sections d'entreprise et agricole, dont le développement doit être prioritaire pour le parti.

Pour la coordination des luttes, doivent être mises en place les fédérations régionales selon les dispositions prévues par le congrès lors du débat sur les votes indicatifs.

Les secteurs entreprise et agricole doivent être dotés des moyens de travail indispensables, ainsi que d'une véritable direction du secteur, en accord avec la direction politique du parti aux différents niveaux. Il conviendrait d'assurer le fonctionnement du parti (presse, finances, formation, propagande et information) et de mettre en place le secteur enseignement et les diverses coordinations dans les conditions prévues par le congrès. □

Annexe

Le mouvement politique de masse

1. Le mouvement politique de masse n'est pas une façon d'oublier ou de nier la réalité organisationnelle présente du mouvement ouvrier.

2. Il est un objectif stratégique : le dépasse-

ment de la parcellisation des mouvements propres aux exploités et aux opprimés, le dépassement de l'économisme, du corporatisme et, par conséquent, des perspectives réformistes du type « démocratie avancée ».

3. La convergence de mouvements de masse divers par leurs origines et leurs points d'application (certains exprimant la révolte de couches sociales spécifiques, d'autres exprimant le refus de tel ou tel aspect particulier de la situation faite aux opprimés) ne peut être obtenue par la simple juxtaposition des revendications. Elle ne peut se faire que dans une perspective politique sous la direction de la classe ouvrière en fonction d'une intégration progressive des revendications et des objectifs face à un adversaire commun.

4. L'avancée vers ce débouché stratégique implique une lutte politique et idéologique intense pour que les contradictions secondaires entre les couches populaires soient surmontées, pour que les luttes ouvrières et paysannes, les luttes des jeunes et des femmes, convergent sur une base anticapitaliste, c'est-à-dire convergent vers la mise en question de l'Etat capitaliste et son renversement. Le point d'aboutissement est la pleine réalisation du MPM dans une situation révolutionnaire.

5. Dès maintenant, l'affirmation du MPM se prépare par la recherche d'une liaison permanente des luttes internes et externes à l'entreprise capitaliste qui tend de plus en plus à s'imposer comme le modèle d'organisation de toute la société. Les luttes dans la production et hors de la production doivent s'appuyer réciproquement et s'interpénétrer peu à peu.

6. Cela implique que se développent de nouvelles formes de luttes et d'organisations du mouvement de masse, particulièrement dans la classe ouvrière (assemblées du personnel, délégués, comités de grève élus) qui jetteront les bases du renouvellement du mouvement ouvrier.

7. La politisation du mouvement de masse ne peut atteindre sa pleine intensité que si les groupements politiques révolutionnaires font

leur jonction avec l'avant-garde de la classe ouvrière et des différentes couches opprimées. En d'autres termes, il y a une interdépendance étroite entre le développement d'une avant-garde politique dépassant toute forme de paternalisme par rapport aux travailleurs, et le développement du mouvement de masse qui a besoin de trouver une orientation stratégique et tactique. Cela veut dire qu'il n'y a pas d'avant-garde sans une liaison étroite avec les luttes quotidiennes, sans participation des travailleurs les plus conscients à l'élaboration de l'orientation et de l'organisation nécessaires à la lutte révolutionnaire, sans que se dégagent ainsi le programme et la ligne qui permettront aux travailleurs de relier leurs problèmes particuliers aux problèmes

fondamentaux de la société.

8. Dans les circonstances présentes, en France, il n'y a pas d'avant-garde constituée, précisément parce que les liens entre les organisations révolutionnaires et les travailleurs les plus combattifs sont encore extrêmement lâches. La tâche du P.S.U. est de contribuer à lever cet obstacle en éclairant les actions immédiates par des perspectives d'avenir, en intervenant pour unifier les luttes, en combattant toutes les orientations qui tentent de manipuler les mouvements de masse pour des objectifs qui leur sont étrangers, en proposant les objectifs et les formes de lutte les plus aptes à les faire progresser, en apportant sa contribution à la construction du parti révolutionnaire. □

